

Index AI : PRE01/271/2011  
26 May 2011

## **La Géorgie doit enquêter sur le « recours à une force excessive » contre les manifestants**

Les autorités géorgiennes doivent enquêter sur les allégations de recours à une force excessive par les policiers lors des manifestations antigouvernementales au cours desquelles deux personnes sont mortes, a déclaré Amnesty International jeudi 26 mai.

Des contestations ont été organisées dans la capitale Tbilissi pour réclamer la démission du président Mikheil Saakachvili. Les policiers antiémeutes ont dispersé avec violence un millier de manifestants au cours de la nuit.

Un policier et un civil ont été tués après avoir été heurtés par une voiture à grande vitesse ; selon certaines informations, elle transportait un dirigeant de l'opposition pour le conduire à l'abri.

Un porte-parole du ministère géorgien de l'Intérieur a déclaré qu'une quarantaine de personnes ont été blessées lorsque les policiers antiémeutes ont dispersé les manifestations, l'autorisation accordée pour les événements mis sur pied à l'occasion de la Journée de l'indépendance ayant expiré à minuit.

« Si certains des manifestants armés de boucliers et de mâts de fortune avaient clairement l'intention de résister aux tentatives visant à les disperser, la police n'a pas d'excuse pour avoir frappé ceux qui n'offraient aucune résistance, a indiqué John Dalhuisen, directeur adjoint du programme Europe et Asie centrale d'Amnesty International.

« Ces faits doivent faire l'objet d'une enquête approfondie ; il convient également d'examiner les instructions données aux policiers sur le terrain. »

Plusieurs journalistes ont également été frappés et blessés lors des affrontements, selon des informations émanant des médias et d'organisations locales de défense des droits humains.

Les policiers antiémeutes auraient foncé sur la foule, lancé des grenades lacrymogènes, tiré des balles en caoutchouc et utilisé des canons à eau.

Des images vidéos montrent des policiers pourchassant les manifestants en les rouant de coups de pied et de coups de matraque. Plusieurs manifestants auraient également été pourchassés et frappés alors qu'ils étaient déjà au sol.

Environ 90 personnes ont été incarcérées pendant des périodes allant jusqu'à deux mois pour avoir résisté à leur arrestation.